

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Public Works and Government Services Canada  
Telus Plaza North/Plaza Telus Nord  
10025 Jasper Ave./10025 ave. Jaspe  
5th floor/5e étage  
Edmonton  
Alberta  
T5J 1S6  
Bid Fax: (780) 497-3510**

## Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

## Comments - Commentaires

**Vendor/Firm Name and Address**

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Public Works and Government Services Canada  
Telus Plaza North/Plaza Telus Nord  
10025 Jasper Ave./10025 ave Jasper  
5th floor/5e étage  
Edmonton  
Alberta  
T5J 1S6

<b>Title - Sujet</b> Light Construction Equipment Rental	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W0142-13C003/A	<b>Date</b> 2012-12-10
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W0142-13C003	<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> PW-\$PWU-011-9638
<b>File No. - N° de dossier</b> PWU-1-34401 (011)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2013-01-22</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Mountain Daylight Saving Time MDT
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Hugo(RPC), Tammey	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> pwu308
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (780)497-3917 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (780)497-3510
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> Department of National Defence Base Commander CFB – Suffield Attn: CMTT, Bldg 322 Ralston Alberta T0J 2N0 Canada	
<b>Security - Sécurité</b> This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Vendor/Firm Name and Address</b>	
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b>	
<b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)</b>	
<b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

## Location d'équipement de construction léger

### TABLE DES MATIÈRES

#### **PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

1. Introduction
2. Sommaire
3. Compte rendu

#### **PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS**

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des offres
3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes
4. Lois applicables

#### **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES**

1. Instructions pour la préparation des offres

#### **PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

#### **PARTIE 5 - ATTESTATIONS**

1. Attestations obligatoires préalables à l'émission d'une offre à commandes
2. Attestations additionnelles préalables à l'émission d'une offre à commandes

#### **PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

##### **A. OFFRE À COMMANDES**

1. Offre
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée de l'offre à commandes
4. Responsables
5. Utilisateurs désignés
6. Instrument de commande

7. Limite des commandes subséquentes
8. Limitation financière - totale
9. Ordre de priorité des documents
10. Attestations
11. Lois applicables
12. Clauses du Guide des CUA

## **B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

1. Énoncé des travaux
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée du contrat
4. Paiement
5. Instructions pour la facturation
6. heures supplémentaires
7. Clauses du Guide des CUA

### **Liste des annexes :**

Annexe « A » - Énoncé des travaux

Annexe « B » - Base de paiement

Annexe « C » - Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité

Annexe « D » - Liste Complète Des Noms De Tous Les Individus Qui Sont Actuellement  
Adminstrateurs De L'Offrant

### **NOTE:**

**ANNEXE E - LISTE COMPLÈTE DES NOMS DE TOUS LES INDIVIDUS QUI SONT ACTUELLEMENT  
ADMINISTRATEURS DE L'OFFRANT**

## **PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

### **1. Introduction**

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

- |          |   |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin;   |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants: renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;   |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;                                   |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations: comprend les attestations à fournir;  |
| Partie 6 | 6A, Offre à commandes, et 6B, Clauses du contrat subséquent:  |

---

6A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;

6B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, Liste Complète Des Noms De Tous Les Individus Qui Sont Actuellement Adminstrateurs De L'Offrant, et le Rapport sur l'utilisation de l'offre à commandes.

## **2. Sommaire**

Le ministère de la Défense nationale (MDN), Ralston (Alberta), veut louer, à courte durée, divers équipements industriels et agricoles, sans opérateur. Le marché doit également comprendre la main-d'œuvre, les outils, la supervision et l'expertise nécessaires au maintien, au transport, au ramassage et au chargement/déchargement de l'équipement pour la durée de la location, selon la demande. Les utilisateurs autorisés de l'offre à commandes individuelle et régionale comprennent le MDN, l'Unité d'entraînement de l'Armée britannique Suffield et Recherche et développement pour la défense Canada situés à la Base des Forces canadiennes Suffield, Ralston (Alberta).

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

## **3. Compte rendu**

Après l'émission d'une offre à commandes, les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

---

## PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

### 1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans *le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat*

(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

2006 (2012-11-19) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours

Insérer : 90 jours

#### 1.1 Clauses du Guide des CCUA

M0019T Prix et(ou) taux fermes

2007-05-25

### 2. Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

### 3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins quatre (4) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions

ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les offrants.

#### **4. Lois applicables**

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en Alberta et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

### **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES**

#### **1. Instructions pour la préparation des offres**

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

#### **Section I : Offre financière**

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe « B », Base de paiement. Le montant total de la taxe sur les produits et les services ou de la taxe sur la vente harmonisée doit être indiqué séparément, s'il y a lieu.

#### **Paiement par carte de crédit**

Le Canada demande que les offrants complètent l'une des suivantes :

- a) ( ) les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

VISA \_\_\_\_\_

Master Card \_\_\_\_\_

- b) ( ) les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

## **Section II: Attestations**

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

## **PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

### **1. Procédures d'évaluation**

Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation financiers.

#### **1.1 Évaluation financière**

À l'annexe « B », Base de paiement, pour chaque année, les prix unitaires fermes proposés seront multipliés par l'utilisation annuelle prévue. Les sommes obtenues seront additionnées pour obtenir un prix évalué total.

### **2. Méthode de sélection**

Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

## **PARTIE 5 - ATTESTATIONS**

Pour qu'une offre à commandes soit émise, les offrants doivent fournir les attestations exigées et la documentation connexe. Le Canada déclarera une offre non recevable si les attestations exigées et la documentation connexe ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations faites par les offrants pendant la période d'évaluation des offres (avant l'émission de l'offre à commandes) et après l'émission de l'offre à commandes. Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les offrants respectent les attestations avant l'émission de l'offre à commandes. L'offre sera déclarée non recevable si on constate que l'offrant a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations, de fournir la documentation connexe ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires du responsable de l'offre à commandes aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

## **1. Attestations obligatoires préalables à l'émission d'une offre à commandes**

### **1.1 Code de conduite et attestations - documentation connexe**

- 1.1.1** En présentant une offre, l'offrant atteste, en son nom et en celui de ses affiliés, qu'il respecte la clause concernant le Code de conduite et attestations, des instructions uniformisées. La documentation connexe mentionnée ci-après aidera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques. En présentant une offre, l'offrant atteste être informé, et que ses affiliés sont informés, du fait que le Canada pourra demander d'autres informations, attestations, formulaires de consentement et éléments prouvant son identité ou son éligibilité. Le Canada pourra aussi vérifier tous les renseignements fournis par l'offrant, incluant les renseignements relatifs aux actions ou condamnations précisées aux présentes en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers. Le Canada déclarera une offre non recevable s'il constate que les renseignements demandés sont manquants ou inexacts, ou que les renseignements contenus dans les attestations précisées aux présentes s'avèrent être faux, à quelque égard que ce soit, après vérification par le Canada. L'offrant et ses affiliés devront également demeurer libres et quittes des actions ou condamnations précisées aux présentes pendant toute la période de l'offre à commandes ainsi que pour toutes commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les offrants qui sont incorporés, incluant ceux présentant des offres à titre d'entreprise en coparticipation, doivent fournir avec leur offre ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci, la liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs de l'offrant. Les offrants en présentant des offres à titre d'entreprise à propriétaire unique, incluant ceux présentant des offres dans le cadre d'entreprise en coparticipation, doivent fournir le nom du propriétaire avec leur offre ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci. Les offrants en présentant à titre de sociétés, sociétés de personnes, entreprises ou associations de personnes n'ont pas à fournir de liste de noms. Si les noms requis n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. À défaut de fournir ces noms dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable. Fournir les noms requis est une exigence obligatoire pour l'émission d'une offre à commandes et de tout contrat subséquent.

Le Canada peut, à tout moment, demander à un offrant de fournir des formulaires de consentement dûment remplis et signés ([Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html) - PWGSC-TPSGC 229) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>) pour toute personne susmentionnée, et ce dans un délai précis. À défaut de fournir les formulaires de consentement dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.



## **2. Attestations additionnelles préalables à l'émission de l'offre à commandes**

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec l'offre mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

### **2.1. Programme de contrats fédéraux - attestation**

#### **2.1.1 Programme de contrats fédéraux - 200 000 \$ ou plus**

1. En vertu du Programme de contrats fédéraux (PCF), certains fournisseurs, y compris un fournisseur qui est membre d'une coentreprise, soumissionnant pour des contrats du gouvernement fédéral d'une valeur de 200 000 \$ ou plus (incluant toutes les taxes applicables) doivent s'engager officiellement à mettre en oeuvre un programme d'équité en matière d'emploi. Il s'agit d'une condition préalable à l'émission d'une offre à commandes. Si l'offrant, ou, si l'offrant est une coentreprise et qu'un membre de la coentreprise, est assujetti au PCF, la preuve de son engagement doit être fournie avant l'émission de l'offre à commandes.

Les fournisseurs qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement au-delà du seuil prévu par le Règlement sur les marchés de l'État pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDCC a constaté leur non conformité ou parce qu'ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif de moins de 100 employés. Toute offre présentée par un entrepreneur non admissible, y compris une offre présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

2. Si l'offrant n'est pas visé par les exceptions énumérées aux paragraphes 3.a) ou b) ci-dessous, ou qu'il n'a pas de numéro d'attestation valide confirmant son adhésion au PCF, il doit télécopier (819-953-8768) un exemplaire signé du formulaire LAB 1168, Attestation d'engagement pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi, à la Direction générale du travail de RHDCC, (<http://www.servicecanada.gc.ca/cgi-bin/search/eforms/index.cgi?app=profile&form=lab1168&dept=sc&lang=f>).
3. L'offrant, ou, si l'offrant est une coentreprise le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF :  
L'offrant ou le membre de la coentreprise :

- 
- a) ☐ n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés à temps plein ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;
- b) ☐ n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, L.C. 1995, ch. 44, (<http://laws.justice.gc.ca/fr/showtdm/cs/E-5.401>);
- c) ☐ est assujetti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de 100 employés ou plus à temps plein ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDCC (puisque'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus). Dans ce cas, une attestation d'engagement dûment signée est jointe;
- d) ☐ est assujetti au PCF et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : \_\_\_\_\_ (c.-à-d. qu'il n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDCC).

Des renseignements supplémentaires sur le PCF sont offerts sur le site Web de RHDCC. (<http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/egalite/pcf/index.shtml>)

## 2.2 Attestation pour ancien fonctionnaire

### 2.2.1 Ancien fonctionnaire – Besoins concurrentiels

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats avec des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous.

#### Définitions

Pour les fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur les Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui** ( ) **Non** ( )

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- le nom de l'ancien fonctionnaire;
- la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les offrants acceptent que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 et les Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

### **Programme de réduction des effectifs**

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions d'un programme de réduction des effectifs? **Oui** ( ) **Non** ( )

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- le nom de l'ancien fonctionnaire;
- les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- la date de la cessation d'emploi;
- le montant du paiement forfaitaire;

- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réduction des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée.

---

## **PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

### **A. OFFRE À COMMANDES**

#### **1. Offre**

L'offrant offre de remplir le besoin conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe « A ».

##### **1.1 Besoin**

Pour la fourniture de main-d'oeuvre, les matériaux, les outils, l'équipement, le transport et la surveillance, l'expertise y compris la livraison du transport, le ramassage et le chargement / déchargement de l'équipement industriel et agricole, sans opérateur Divers pour le ministère de la Base des Forces canadiennes Suffield, Ralston (Alberta). et cela au besoin, conformément aux modalités énoncées aux présentes pour la période de l'offre à commandes.

#### **2. Clauses et conditions uniformisées**

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

##### **2.1 Conditions générales**

2005 (2012-11-19), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

##### **2.2 Offres à commandes - établissement des rapports**

###### **Rapports d'utilisation périodique - offres à commandes**

Rapports d'utilisation périodique - offres à commandes

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats, incluant ceux payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe « D ». Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes à l'adresse WST.PA-EDM@pwgsc-tpsgc.gc.ca.

Voici la répartition des trimestres :

Premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;

Deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;

Troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;

Quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours civils suivant la fin de la période de référence.

### **3. Durée de l'offre à commandes**

#### **3.1 Période de l'offre à commandes**

1er février 2013 au 31 janvier 2015 (estimation).

### **4. Responsables**

#### **4.1 Responsable de l'offre à commandes**

Le responsable de l'offre à commandes Spécialiste en approvisionnement

Tammey Hugo

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Direction générale des approvisionnements, Région de l'Quest

Plaza Telus Nord, 5e étage, 10025 avenue Jasper

Edmonton (Alberta) T5J 1S6

Téléphone: 780-497-3917

Télécopieur: 780-497-3510

Courriel: tammey.hugo@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

#### **4.2 Chargé de projet**

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est : (à indiquer dans l'offre à commandes)

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

---

**4.3 Représentant de l'offrant**

Nom : \_\_\_\_\_ (à remplir par l'offrant)

Titre : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_

Télécopieur : \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

**5. Utilisateurs désignés**

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est :  
ministère de la Base des Forces canadiennes Suffield, Ralston (Alberta).

**6. Instrument de commande**

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes ou une version électronique.

**7. Limite des commandes subséquentes**

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 50 000 \$ (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée incluse).

**8. Limitation financière - totale**

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de (AC) \$, (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisées exclue) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou trois (3) mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

**9. Ordre de priorité des documents**

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2012-11-19), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services;

- d) les conditions générales 2010C (2012-11-19), Conditions générales - services (complexité moyenne);
- e) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- f) l'Annexe « B », Base de paiement;
- g) l'Annexe « C », Rapport d'utilisation de l'offre à commandes;
- h) l'offre de l'offrant en date du (à indiquer lors de l'émission de l'offre).

## **11. Attestations**

### **11.1 Conformité**

Le respect des attestations et documentation connexe fournies par l'offrant est une condition d'émission de l'offre à commandes et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au delà de la période de l'offre à commandes. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant, à fournir la documentation connexe ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour défaut et de mettre de côté l'offre à commandes.

## **12. Lois applicables**

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur en Alberta et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

## **13. Estimation de coût**

Dans le cas où une estimation de coût est exigée pour des travaux particuliers, l'utilisateur désigné fournira un énoncé des travaux requis à l'offrant, qui devra fournir à l'utilisateur désigné une estimation du coût des travaux particuliers, établie conformément aux dispositions relatives aux prix de l'offre à commandes. L'offrant ne devra entreprendre aucun des travaux particuliers tant qu'une commande n'aura pas été émise par l'utilisateur désigné. Les coûts estimatifs indiqués dans la commande subséquente ne pourront être dépassés sans l'autorisation écrite préalable de l'utilisateur désigné.

## **B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

### **1. Énoncé des travaux**

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

### **2. Clauses et conditions uniformisées**



## 2.1 Conditions générales

2010C (2012-11-19), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 13, Intérêt sur les comptes en souffrance, de 2010C ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

## 3. Durée du contrat

### 3.1 Période du contrat

Les travaux doivent être exécutés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

## 4. Paiement

### 4.1 Base de paiement - limitation des dépenses

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux établis conformément à la base de paiement à l'annexe « B », jusqu'à une limitation des dépenses de (*selon la commande subséquente*) \$. Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

### 4.2 Limitation des dépenses

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de (*selon la commande subséquente*) \$. Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
  - a) lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
  - b) quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
  - c) dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux,

selon la première de ces conditions à se présenter.

3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

#### 4.3 Clauses du Guide des CUA

A9117C	T1204 - demande directe du ministère client	2007-11-30
C0711C	Contrôle du temps	2008-05-12
C2000C	Taxes - entrepreneur établi à l'étranger ( <i>s'il y a lieu</i> )	2007-11-30
H1000C	Paieement unique	2008-05-12

#### 4.4 Paiement par carte de crédit

La carte de crédit suivante est acceptée : (à remplir lors de l'émission de l'offre, s'il y a lieu).

#### 5. Instructions pour la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit :
  - a) L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

#### 6. d'heures supplémentaires

L'entrepreneur ne doit pas faire d'heures supplémentaires en vertu du contrat, sauf autorisation préalable et par écrit par le responsable du projet. Toute demande de paiement doit être accompagnée d'une copie de l'autorisation d'heures supplémentaires et d'un rapport contenant les détails aux heures supplémentaires effectuées en vertu de l'autorisation écrite. Le paiement des heures supplémentaires autorisées seront en conformité avec l'appel sous les drapeaux

#### 7. Clauses du Guide des CUA

A9006C	Contrat de défense	2012-07-16
A9062C	Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes	2011-05-16
G1005C	Assurances	2008-05-12

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0142-13C003/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwu011

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

W0142-13C003

PWU-1-34401

## **ANNEXE « A »**

### **ÉNONCÉ DES TRAVAUX**

**(ci-joint)**

**ANNEXE « B »****BASE DE PAIEMENT**

- Les prix unitaires fermes sont FAB destination, y compris tous les frais de livraison et de déchargement à Suffield (Alberta).
- Les prix unitaires fermes ne comprennent pas la TPS. Cependant, la TPS sera ajoutée en tant qu'article sur une ligne distincte sur toute facture produite à la suite d'une commande subséquente à l'offre à commandes.
- Les prix se fondent sur une base hebdomadaire (7 jours civils). Si la période de location est inférieure à une semaine complète, les paiements seront calculés au prorata sur une base quotidienne. (Ainsi, une location de 47 jours représenterait un paiement de 6 5/7 semaines et une location de 4 jours représenterait un paiement de 4/7 de semaine.)

**BARÈME A) Année 1 -**

Col 1	Col 2	Col 3	Col 4	Col 5	Col 6
Article	Description du véhicule	Unité	quantité estimatives	Prix unitaire \$            ¢	Prix total estimatif \$            ¢
1.	Chargeur à direction à glissement (à chenilles ou à pneus) : capacité de levage de 1850 lb.	semaines	52		
2.	Véhicule utilitaire compact : capacité de levage de 1500 lb.	semaines	52		
3.	Tondeuses à conducteur porté : lames montées à l'avant 60 po à 62 po, tondeuse 36 à 72 po à rayon de braquage zéro.	semaines	26		
4.	Remorques : remorque utilitaire fermée à plateau de 8 pieds.	semaines	26		
5.	Tracteur agricole : 125 à 140 HP, attelage trois points, prise de force, cabine fermée, capacité de levage de 750 à 2100 lb.	semaines	64		
6.	Mini-excavatrices :	semaines	52		

7.	Accessoires du matériel : tarières, fourches et autres accessoires disponibles. Utilisation annuelle estimée de 500 \$ - _____ % (ristourne)		500 \$	_____ % discount	
8.	Tarif en cas de distance ou de temps d'utilisation excédentaire (si limité). Indiquer le nombre de kilomètres ou d'heures maximum par jour et/ou par mois et le tarif applicable aux kilomètres/heures excédentaires. Remarque : les kilomètres ou les heures accumulés durant la livraison/la prise en charge doivent être soustraites au kilométrage total.	Km  heure	100  150		
9.	Location de matériel divers : le matériel connexe loué pendant la période de l'offre à commandes, qui n'est pas indiqué autrement, doit être facturé conformément aux tarifs ordinaires de l'offrant pour le parc, moins la ristourne applicable. Utilisation annuelle estimée de 1000 \$ - _____ % (ristourne)		1000 \$	_____ % discount	
10.	Frais de carburant : dans le cas des véhicules retournés dont le réservoir de carburant n'est pas plein. Le carburant doit être facturé à un tarif de : indiquer le coût à la pompe plus majoration.	lliter	100		
11.	Frais divers : les autres frais qui ne sont pas indiqués ici, notamment le nettoyage, les réparations et le remplacement de composants manquants. Il		10,000 \$	_____ %	

	faut fournir les reçus à la demande du responsable sur place. Utilisation annuelle estimée de 10,000 \$				
<b>Total partiel A) : Montant total estimatif pour la première année, TPS/TVH en sus</b>					\$

**BARÈME B) Année 2 -**

Col 1	Col 2	Col 3	Col 4	Col 5	Col 6
Article	Description du véhicule	Unité	quantité estimatives	Prix unitaire \$            ¢	Prix total estimatif \$            ¢
1.	Chargeur à direction à glissement (à chenilles ou à pneus) : capacité de levage de 1850 lb.	semaines	52		
2.	Véhicule utilitaire compact : capacité de levage de 1500 lb.	semaines	52		
3.	Tondeuses à conducteur porté : lames montées à l'avant 60 po à 62 po, tondeuse 36 à 72 po à rayon de braquage zéro.	semaines	26		
4.	Remorques : remorque utilitaire fermée à plateau de 8 pieds.	semaines	26		
5.	Tracteur agricole : 125 à 140 HP, attelage trois points, prise de force, cabine fermée, capacité de levage de 750 à 2100 lb.	semaines	64		
6.	Mini-excavatrices :	semaines	52		
7.	Accessoires du matériel : tarières, fourches et autres accessoires disponibles. Utilisation annuelle estimée de 500 \$ -            % (ristourne)		500 \$	_____ % discount	
8.	Tarif en cas de distance ou de temps d'utilisation excédentaire (si limité).	Km	100		

	Indiquer le nombre de kilomètres ou d'heures maximum par jour et/ou par mois et le tarif applicable aux kilomètres/heures excédentaires. Remarque : les kilomètres ou les heures accumulés durant la livraison/la prise en charge doivent être soustraits au kilométrage total.	heure	150		
9.	Location de matériel divers : le matériel connexe loué pendant la période de l'offre à commandes, qui n'est pas indiqué autrement, doit être facturé conformément aux tarifs ordinaires de l'offrant pour le parc, moins la ristourne applicable. Utilisation annuelle estimée de 1000 \$ - % (ristourne)		1000 \$	_____% discount	
10.	Frais de carburant : dans le cas des véhicules retournés dont le réservoir de carburant n'est pas plein. Le carburant doit être facturé à un tarif de : indiquer le coût à la pompe plus majoration.	lliter	100		
11.	Frais divers : les autres frais qui ne sont pas indiqués ici, notamment le nettoyage, les réparations et le remplacement de composants manquants. Il faut fournir les reçus à la demande du responsable sur place. Utilisation annuelle estimée de 10,000 \$		10,000 \$	_____%	
<b>Total partiel B) : Montant total estimatif pour la première année, TPS/TVH en sus</b>					\$

**4.1 Barèmes de prix unitaires - Taux (suite)****4.2 PRIX TOTAL ÉVALUÉ** (durée initiale d'un an + Deuxième année)

Col. 1	Col. 2	Col. 3
<b>Total partiel BARÈME A) Durée initiale d'un an</b>	<b>Total partiel BARÈME B) Deuxième année</b>	<b>Prix total évalué (col.1 + col.2 = col.3)</b>
_____ \$	_____ \$	_____ \$ <b>TPS/TVH en sus</b>

Ces articles seront utilisés uniquement à des fins d'évaluation des coûts et ne constituent pas une garantie ou un engagement au nom du Canada de la quantité ou du montant qui sera utilisé dans le cadre de l'offre à commandes.

Un taux doit être précisé pour chaque élément.

L'offrant convient que le ou les prix unitaires proposés régissent le calcul du prix total évalué. L'offrant comprend que les erreurs dans la multiplication du prix unitaire, dans l'addition du prix estimatif total et du montant total évalué seront corrigées afin d'arriver au prix total évalué.

**On retiendra le prix évalué total de la colonne 3. On prévoit attribuer une seule offre à commandes pour l'offre recevable ayant le prix évalué le plus bas.**



**ANNEXE « C »****RAPPORT D'UTILISATION DE L'OFFRE À COMMANDES****Calendrier des rapports trimestriels :**

Premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;

Deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;

Troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;

Quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Chaque rapport trimestriel de l'utilisation doit comprendre des renseignements sur les commandes subséquentes à l'offre à commandes, selon le format indiqué ci-dessous :

**RAPPORT TRIMESTRIEL D'UTILISATION DE L'OFFRE À COMMANDES**

<b>Nom du fournisseur :</b>	
<b>Personne-ressource :</b>	<b>Nom :</b>
	<b>Numéro de téléphone :</b>
<b>Numéro de l'offre à commandes :</b>	
<b>Ministère :</b>	<b>Nom :</b>
	<b>Emplacement :</b>
<b>Période visée par le rapport :</b>	

Nombre de commandes subséquentes	Valeur monétaire (y compris la TPS)
<b>(A) Total de la valeur monétaire des commandes subséquentes pour la période visée par le rapport :</b>	
<b>(B) Total de la valeur cumulative des commandes subséquentes à ce jour :</b>	
<b>(A+B) Total de la valeur cumulative des commandes subséquentes :</b>	

Envoyez par courriel à l'adresse : WST.PA-EDM@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0142-13C003/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwu011

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

W0142-13C003

PWU-1-34401

---

**ANNEXE D**

**Attestations pour le Code de conduite**

**LISTE COMPLÈTE DES NOMS DE TOUT LES INDIVIDUS QUI SONT ACTUELLEMENT  
ADMINISTRATEURS DU OFFRANTS**

*AVIS AUX OFFRANTS : IMPRIMEZ LISIBLEMENT OU LES DIRECTEURS DE TYPE LES NOMS DE FAMILLE ET  
LES NOMS DONNÉS*

## ANEXXE A

### ÉNONCÉ DES TRAVAUX

N° de document :

N° du contrat :

N° de la demande. W0142-13C003 / Location de matériel de construction léger

Pour

**Location de matériel industriel/agricole divers – sans opérateur**

Préparé pour :

G4 Trsp  
BFC Suffield

### HISTORIQUE DES RÉVISIONS (optionnel)

Niveau de révision	Description de la modification	Paragraphe(s) touchés	Date de publication
Original	Document original	S.O.	
Modification 1	Corrections rédactionnelles		
Modification 2	Corrections rédactionnelles		

## TABLE DES MATIÈRES

<u>Section</u>	<u>Page</u>
<b>PORTÉE.....</b>	<b>1</b>
1.1 Identification .....	1
1.2 CONTEXTE.....	1
1.3 But ou objectif.....	1
1.4 Sécurité.....	1
1.5 Travaux .....	1
1.6 Acceptation .....	2
1.7 Responsable technique .....	Error! Bookmark not defined.
1.8 Responsable administratif/de l'approvisionnement .....	Error! Bookmark not defined.
<b>2.0 MODALITÉ DE PAIEMENT .....</b>	<b>2</b>
<b>3.0 LANGUE.....</b>	<b>2</b>
<b>4.0 REMARQUES .....</b>	<b>2</b>
<b>5.0 SIGLES.....</b>	<b>2</b>

## **PORTÉE**

### **1.1 Identification**

Voir à la location de matériel industriel et agricole divers sans opérateur, comme l'indique le présent document et conformément aux processus recommandés, au ministère de la Défense nationale (MDN), notamment à l'Unité d'entraînement de l'Armée britannique (BATUS) et à Recherche et développement pour la défense Canada (RDDC) à la base des Forces canadiennes Suffield, à proximité de Ralston (Alberta), selon les besoins.

### **1.2 CONTEXTE**

Le matériel loué vise à appuyer la BFC Suffield, afin d'augmenter son parc existant. Lorsque la demande fluctue en raison des conditions opérationnelles et environnementales, le MDN peut devoir se procurer du matériel afin d'accroître ses capacités existantes. Le matériel sera géré par le secteur Transport du G4.

### **1.3 But ou objectif**

Établir une Offre à commandes individuelle et régionale (OCIR) pour appuyer la base des Forces canadiennes Suffield, selon les besoins. Fournir la main d'œuvre, les outils, la supervision et l'expertise, y compris les frais de livraison, de prise en charge, ainsi que de chargement et de déchargement du matériel industriel et agricole divers sans opérateur.

### **1.4 Sécurité**

Il n'y a aucune exigence de sécurité pour ce travail.

### **1.5 Travaux**

L'entrepreneur doit accepter les modifications à la commande subséquente à l'offre à commandes sur préavis de 48 heures sans frais supplémentaire en tout temps durant la période de location. L'entrepreneur doit cesser la facturation à la date et l'heure indiquées par le MDN.

L'entrepreneur doit livrer les véhicules bien entretenus et pleinement avitaillés à la BFC Suffield comme l'indique l'offre à commande subséquente à l'offre à commandes. Le MDN s'assurera que les véhicules auront fait le plein de carburant avant le retour. L'entrepreneur doit récupérer les véhicules à la fin de la période de location ou selon les instructions du responsable des commandes subséquentes.

Le gouvernement fédéral auto-assure le matériel utilisé dans ses activités.

L'entrepreneur sera chargé de l'entretien garanti, qui comprend l'approvisionnement des pièces normalement couvertes par la garantie du manufacturier, ainsi que la main d'œuvre nécessaire pour poser ces pièces. L'entrepreneur est responsable de la prise en charge et du retour du matériel pour l'entretien garanti.

L'entrepreneur est entièrement responsable de la maintenance et de l'entretien courant du véhicule. L'entrepreneur devra remplacer les pneus éclatés ou usés, ainsi que les chenilles usées à la suite d'une conduite normale, à moins que le matériel ne soit utilisé dans les champs de tir et les secteurs d'entraînement de la BFC Suffield – le point de démarcation se situant au-delà du point de ravitaillement. Dans ces secteurs, le MDN est responsable des réparations et du

remplacement des pneus du matériel loué en dehors de la maintenance planifiée.

L'entrepreneur doit s'assurer que tout le matériel fourni est conforme aux dispositions de la *Loi sur la sécurité automobile du Canada* ou de toute norme de sécurité provinciale ou autre applicable ainsi qu'à la réglementation en vigueur à la date de construction.

Toutes les conditions normalement appliquées par l'entrepreneur et détaillées dans le contrat de location ou le formulaire de consentement ne peuvent pas supplanter les conditions indiquées ci-dessus.

Le MDN retournera, qu'elle qu'en soit la raison, tout matériel jugé inacceptable par le RT par écrit après un préavis de 3 jours, et ce, sans frais. L'entrepreneur pourrait se voir demander de fournir une autre unité du même type et de la même taille pour remplacer un équipement en particulier lorsqu'une unité est mise hors de service à des fins de réparations pendant plus de 24 heures, sauf accord contraire du RT donné par écrit. Le temps d'indisponibilité sera pris en compte lors du calcul des frais de location et soustrait de la période de location, le cas échéant.

L'entrepreneur est responsable de l'usure normale, y compris la peinture ou la carrosserie abîmée ou égratignée ou écaillée, ou les marques de cailloux. L'entrepreneur est responsable de l'usure de l'aménagement intérieur et des pare-brises fissurés. Le remplacement du pare-brise est obligatoire lorsqu'il nuit à la vision du conducteur.

#### **1.6 Acceptation**

Le responsable technique doit accuser réception du produit dans un document distinct. Si l'entrepreneur n'a pas reçu d'avis contraire dans les dix (10) jours ouvrables qui suivent, il pourra conclure que le produit a été accepté.

### **2.0 MODALITÉ DE PAIEMENT**

La présente tâche sera exécutée dans le cadre d'un contrat comportant une limitation de dépenses, dont la facturation mensuelle sera établie en fonction du niveau d'effort. Les locations à la journée de l'entrepreneur se fondent sur une période de 24 heures. Les locations à la semaine se fondent sur une période de location de sept (7) jours. Les locations au mois se fondent sur une période de location de vingt-huit (28) jours.

#### **3.0 LANGUE**

Tous les travaux, notamment les tâches et les livrables, s'effectueront en anglais parlé et écrit.

#### **4.0 REMARQUES**

#### **5.0 SIGLES**

BATUS Unité d'entraînement de l'Armée britannique Suffield  
EDT Énoncé des travaux  
EFG Équipement fourni par le gouvernement  
RDDC Recherche et développement pour la défense Canada

